

CONSULTATION PUBLIQUE N°2020-017 DU 8 OCTOBRE 2020 RELATIVE AU PROCHAIN TARIF D'UTILISATION DES RÉSEAUX PUBLICS DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE (TURPE 6 HTA-BT)

Question 1 : Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par Enedis et la CRE pour la période du TURPE 6 distribution ?

A titre liminaire, GRDF tient à souligner que l'évolution prévisionnelle de la pointe électrique globalement décroissante sur les 15 prochaines années, telle qu'illustrée au paragraphe 4.1 du document technique de consultation, ne paraît pas cohérente avec les signaux envoyés au cours des derniers mois par les pouvoirs publics en matière d'évolution du mix énergétique, pour l'ensemble des raisons que GRDF a déjà eu l'occasion d'exposer en réponse à la consultation publique du 19 mars 2020 relative à la composante de soutirage du TURPE 6.

Dès lors, l'absence de visibilité pour l'ensemble des parties prenantes sur l'évolution du mix, des coûts de production, de transport et de distribution génère des incertitudes très fortes, notamment pour les consommateurs amenés à réaliser des investissements importants en matière de rénovation énergétique.

Dans ce contexte, GRDF est favorable au rééquilibrage amorcé par la CRE en faveur d'une augmentation de la part puissance au détriment de la part énergie, ainsi qu'au renforcement du contraste heures pleines/heures creuses.

GRDF regrette toutefois le rôle limité de la CRE dans le contrôle des tarifs réglementés de vente d'électricité, ceux-ci ne reflétant que de manière très imparfaite les tarifs TURPE et leurs évolutions.

A fin 2019 (source observatoire des marchés CRE du 4^{ème} trimestre 2019), près de 24 millions de sites résidentiels (~72%) bénéficient encore des TRV électricité. GRDF s'interroge en conséquence sur la dilution du signal prix donné par le TURPE et les moyens dont dispose la CRE pour améliorer la visibilité donnée aux consommateurs sur les évolutions du prix de l'électricité et de ses composantes énergie/puissance à moyen – long terme.

Enfin, GRDF tient à réaffirmer que la soutenabilité des tarifs de l'énergie à long terme passera par un mix énergétique équilibré, conservant une place significative aux gaz renouvelables dans les logements neufs et dans les logements existants, notamment via la conversion des anciennes installations au fioul comme cela a pu être discuté dans le cadre des discussions tarifaires ATRD. Avec l'essor du biométhane, ces orientations sont tout à fait compatibles avec les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

GRDF est aligné avec la CRE sur les enjeux qu'elle a identifiés comme essentiels sur la période à venir pour les réseaux électriques : les réseaux vont devoir continuer à s'adapter encore plus vite pour accompagner la transition énergétique en accueillant la production décentralisée, la mobilité électrique et l'autoconsommation tout en maintenant un haut niveau de qualité et un tarif soutenable.

Cette adaptation du réseau va induire, en plus du besoin de renouvellement des réseaux, une augmentation du besoin d'investissements mais cela doit se faire de façon maîtrisée pour ne pas faire supporter à l'utilisateur des coûts indus et en trop forte augmentation. En particulier, cette augmentation de besoin d'investissements est due à la volonté des pouvoirs publics d'accentuer l'électrification des besoins alors qu'un mix énergétique équilibré entre les différentes énergies permettrait de limiter cette hausse.

Aussi, l'adaptation de la structure tarifaire aux nouveaux enjeux du réseau a également un rôle à jouer pour encourager les consommateurs à adapter leurs usages afin d'éviter des coûts de renforcement,

par exemple pour le passage à la pointe. Les signaux dans ce sens doivent donc être renforcés, en se basant notamment sur les possibilités qu'offre le nouveau compteur Linky.

Ces différents enjeux sont somme toute communs à l'ensemble des opérateurs de réseau, afin qu'ils accompagnent au mieux la transition énergétique voulue, en étant le plus efficaces possible, en délivrant un haut niveau de services et à un coût maîtrisé. Mais pour répondre à ces enjeux, la complémentarité entre les différentes énergies est indispensable.

Question 2 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 distribution ?

GRDF est favorable.

En maintenant les grands principes tarifaires déjà en vigueur lors du TURPE5 HTA BT, la CRE permet d'assurer la stabilité du cadre tarifaire.

GRDF salue l'effort de rapprochement des cadres tarifaires des différents opérateurs même s'il reste encore des différences notables, notamment concernant le niveau de risque couvert au CRCP.

Question 3 : Pour la distribution d'électricité, êtes-vous favorable à la rémunération au coût de la dette des immobilisations en cours pour les seuls investissements à cycle long ?

GRDF est défavorable.

La rémunération au coût de la dette des immobilisations en cours pour les seuls investissements à cycle long est appliquée aux infrastructures gazières (transport, stockage et terminaux méthaniers à l'exception de la distribution pour laquelle les immobilisations en cours sont majoritairement à cycle court). Il semble pertinent d'opter pour un alignement de traitement des immobilisations en cours (IEC) pour l'ensemble des opérateurs, électriques et gaziers, dans la mesure où la CRE justifie la rémunération au coût de la dette des IEC à cycle court et long comme étant incitative à la réduction des délais de mise en service des actifs.

GRDF tient cependant à souligner que les opérateurs concernés ne maîtrisent pas tous les délais, notamment ceux induits par les procédures administratives d'autorisation de construction des ouvrages. Une rémunération au coût de la dette est donc susceptible de pénaliser injustement les opérateurs.

Par ailleurs, la CRE dispose d'autres moyens d'incitation au travers des dispositifs de régulation incitative des grands projets d'investissement.

Question 4 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé des coûts échoués ?

GRDF est favorable au traitement envisagé et se félicite de la proposition de la CRE et de son auditeur de retenir une enveloppe annuelle incitée pour les coûts récurrents et prévisibles, basée sur une moyenne des coûts constatés au cours des années précédentes.

Cette clarification méthodologique était nécessaire et devra s'accompagner d'une définition plus précise des critères pour les actifs devant être traités au cas par cas, au-delà de cette enveloppe annuelle, pour chacun des opérateurs concernés.

Question 5 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé pour les plus-values et les moins-values des actifs cédés ?

GRDF est favorable au traitement envisagé par la CRE.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP et d'évolution annuelle du TURPE 6 distribution (maintien du fonctionnement actuel) ?

GRDF est favorable au maintien des modalités d'apurement du CRCP, qui sont alignées sur celles des autres opérateurs et permettent de donner de la visibilité aux différentes parties prenantes.

GRDF note avec intérêt que la CRE souhaite étendre la clause de rendez-vous à mi-tarif, qui existait déjà pour les charges nettes d'exploitation, aux modalités de rémunération d'ENEDIS, mais sans en préciser à ce stade les conditions d'activation ni la méthodologie.

En effet, il est difficile d'anticiper les conséquences économiques de la crise actuelle, notamment sur l'évolution de l'inflation et de la fiscalité qu'il s'agisse de la fiscalité locale, des taxes ou de l'impôt sur les sociétés.

Concernant l'impôt sur les sociétés qui est un déterminant important de la rémunération des opérateurs, il pourrait être envisagé à titre transitoire d'actualiser ce paramètre de façon mécanique en cas d'écart significatif avec les hypothèses retenues par la CRE dans ses délibérations.

Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le TURPE 6 distribution ?

GRDF est favorable au périmètre envisagé par la CRE et se félicite de la convergence progressive des périmètres de couverture des charges et des produits par le mécanisme du CRCP entre les différents opérateurs, telle que la CRE l'avait annoncé lors de sa consultation de février 2019.

GRDF n'a pas d'avis sur les nouveaux postes que la CRE propose d'intégrer au périmètre des charges couvertes au CRCP, et notamment sur les charges associées à la mise en œuvre des flexibilités dès lors que les modalités de suivi ont été concertées avec l'opérateur concerné.

Question 8 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées de la régulation incitative des pertes ?

GRDF est favorable aux évolutions envisagées par la CRE, cohérentes avec les délibérations ATRD6 et ATRT7.

GRDF considère également pertinent de différencier les pertes techniques et non-techniques dans le calcul du volume de référence, dès lors que cela permet de mieux estimer les trajectoires, avec des formules dédiées, sans introduire de complexité majeure dans le calcul.

Le principe de baisse des pertes non-techniques lié au développement des compteurs communicants est cohérent avec ce qui a été proposé dans le cadre du tarif ATRD6, même si les ordres de grandeurs associés sont structurellement très différents (taux de pertes environ 10 fois plus élevé en électricité qu'en gaz).

Question 9 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées de la régulation incitative des coûts unitaires d'investissement d'Enedis ?

GRDF est favorable au mécanisme de régulation incitative des coûts unitaires d'investissements et à l'approche de la CRE consistant à retenir pour les nouvelles catégories d'investissements identifiées une période d'observation sans incitation.

Dans le contexte économique actuel, GRDF attire cependant l'attention de la CRE sur la nécessaire vigilance à observer quant aux évolutions des paniers d'indices retenus, ainsi que des facteurs de coûts spécifiques (amiante, règlements de voirie...), qui pourraient s'avérer erratiques et ne pas être représentatives des évolutions des coûts réellement supportés par les opérateurs.

Les tensions sur les prestataires, suite au COVID ou via les plans de relance, pourraient en effet s'accompagner d'évolutions de coûts décorrélées des formules d'indexation retenues dans les mécanismes incitatifs.

Question 10 : Êtes-vous favorable au mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » proposé par la CRE pour le TURPE 6 distribution ?

GRDF est favorable au maintien du mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » en cohérence avec ce qui a été retenu pour les autres opérateurs. En matière de SI, il est cependant nécessaire de conserver dans l'enveloppe d'investissements « réseaux », donc hors TOTEX, des projets structurants pour les opérateurs ou indispensables à la bonne exploitation des réseaux.

Question 11 : Êtes-vous favorable à l'introduction de cet indicateur incité sur le délai moyen de réalisation des raccordements par Enedis ?

GRDF n'a pas d'avis sur cet indicateur.

Cependant, GRDF considère que les opérateurs devraient être incités sur des paramètres sur lesquels ils ont une certaine maîtrise. Par ailleurs, les objectifs fixés devraient être concertés avec l'opérateur et permettre d'atteindre un optimum coût/bénéfice pour la collectivité. Enfin, GRDF reste opposé au principe d'incitation asymétrique adopté de plus en plus fréquemment par la CRE dans ses délibérations, d'autant qu'il peut se traduire dans certains cas uniquement par des pénalités, sans bonus possible.

Question 12 : Êtes-vous favorable aux modifications envisagées par la CRE pour la régulation incitative du traitement des réclamations ?

Question 13 : Êtes-vous favorable à l'introduction des deux indicateurs relatifs à la disponibilité de la ligne d'Enedis dédiée aux fournisseurs d'électricité ?

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'introduction des deux indicateurs envisagés relatifs à la modélisation des pertes ?

Question 15 : Avez-vous d'autres remarques sur la régulation incitative de la qualité de service pour la période du TURPE 6 distribution ?

GRDF n'a pas d'avis sur les évolutions envisagées (Q12-Q13-Q14-Q15).

Sans remettre en cause le principe des mécanismes de régulation incitative de la qualité de service, GRDF rappelle la nécessité de veiller d'une part à la lisibilité du dispositif, en limitant notamment le nombre d'indicateurs incités et suivis, et d'autre part à la pertinence de l'incitation, notamment au regard des incitations asymétriques qui pourraient aboutir à une régulation « punitive », et ainsi dévoyer l'essence même du mécanisme.

Question 16 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la cible actuelle de critère B, soit 62 minutes, dans la régulation incitative de la continuité d'alimentation pour la période du TURPE 6 distribution ?

GRDF ne se prononce pas sur la question.

Question 17 : Êtes-vous favorable à la proposition de calendrier pour l'intégration d'ici à TURPE 7 des données Linky dans le calcul du critère B ?

GRDF ne se prononce pas sur la question.

Question 18 : Partagez-vous les objectifs envisagés par la CRE pour les 3 indicateurs de qualité d'alimentation hors critère B (critère M, critères F-BT et critère F-HTA) ?

GRDF ne se prononce pas sur la question.

Question 19 : Êtes-vous favorable aux niveaux envisagés de couvertures du mécanisme des pénalités pour coupures longues, qui prennent en compte l'historique des charges effectivement encourues par Enedis, tout en maintenant un niveau équivalent d'incitation pour le distributeur ?

GRDF ne se prononce pas sur la question.

Question 20 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de la R&D envisagé par la CRE pour le TURPE 6 distribution ?

GRDF est favorable à l'alignement des dispositifs de régulation incitative de la R&D pour l'ensemble des opérateurs gaz et électricité.

Question 21 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolution formulées par la CRE sur le dispositif du guichet Smart Grids afin de lui donner plus de souplesse et d'efficacité ?

GRDF se montre favorable au dispositif de guichet Smart Grids, également mis en place pour les opérateurs gaziers. La baisse du seuil proposée ne peut être que favorable à l'émergence de projets dans ce cadre.

Question 22 : Dans le cadre du traitement prioritaire du sujet des données, êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'un cadre de régulation pour la publication de données prioritaires ? D'autres données devraient-elles figurer dans cette liste de données prioritaires pour lesquelles la CRE propose de suivre le délai de publication ?

GRDF est défavorable aux orientations proposées.

Bien que partageant le constat que la mise à disposition des données est un élément essentiel de flexibilité pour les acteurs du marché, GRDF considère que chaque nouvel indicateur devrait être justifié par les gains attendus, mis en perspective avec les éventuels coûts générés pour l'opérateur.

En l'absence de diagnostic sur le taux d'utilisation de ces données à l'externe et sur les niveaux actuels des indicateurs sur le marché de masse et marché professionnel, GRDF ne saurait émettre un avis sur la pertinence des propositions de la CRE. Toutefois, GRDF estime que l'effort en termes de suivi et d'incitation de l'opérateur devrait être ciblé sur les sujets à réelle valeur ajoutée pour le marché, plutôt qu'au travers de la multiplication des indicateurs inclus dans le dispositif de Qualité de Service.

Enfin, l'évolution à la hausse des objectifs sur la période TURPE6 semble indiquer que des efforts sont attendus de la part de l'opérateur pour améliorer la qualité de service proposée : dans ce cadre, le dispositif devrait s'accompagner de bonus lorsque les niveaux cibles sont atteints plus rapidement que prévu dans la trajectoire.

Question 23 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Avez-vous des remarques sur la liste des actions prioritaires identifiées à ce stade ?

GRDF est défavorable à ce dispositif et émet des réserves majeures à son égard pour ce qui concerne les modalités de sélection de ces actions.

Les opérateurs de réseaux sont soumis à de multiples obligations, voire évolutions réglementaires auxquelles ils ne peuvent se soustraire, notamment en matière de sécurité dans des délais parfois très contraints.

En conséquence, GRDF s'interroge sur la légitimité de la CRE à fixer des actions dites prioritaires alors qu'elle n'a pas la vision que peuvent avoir le management et le Conseil d'administration/Directoire sur les contraintes auxquelles l'opérateur est soumis.

Par ailleurs, introduire un nouveau mécanisme de régulation incitative totalement asymétrique puisqu'il n'est assorti que de pénalités, de surcroît sans en définir précisément le périmètre, va à l'encontre de l'objectif poursuivi par ce type de dispositif.

Question 24 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges liées au système électrique d'Enedis ?

GRDF ne se prononce pas sur la question.

Question 25 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation (hors charges liées au système électrique) d'Enedis ?

GRDF n'a pas d'avis sur le niveau des charges d'ENEDIS mais s'interroge sur l'importance des arbitrages envisagés.

GRDF réitère ses réserves méthodologiques par rapport à l'utilisation des ratios de coûts moyens en €/km ou €/clients pour juger des gains d'efficacité des opérateurs, comme cela avait déjà été exprimé dans les réponses de GRDF aux consultations sur les tarifs des opérateurs gaziers.

Tout d'abord, cette approche est en totale contradiction avec les arbitrages postes à postes tels qu'ils ont été déclinés dans le rapport de l'auditeur.

Par ailleurs, elle est d'autant moins pertinente s'agissant de périmètres d'activités dont les charges évoluent de manière non-proportionnelle aux longueurs de réseaux ou nombre de clients, notamment dans le contexte actuel d'adaptation des réseaux aux enjeux de transition énergétique.

GRDF souhaite par ailleurs souligner que la question de l'indexation de la masse salariale des opérateurs mériterait d'être questionnée, dans un contexte d'inflation basse comme celle qui se présente pour les prochaines années alors que les entreprises sont confrontées à des enjeux importants d'adaptation.

Question 26 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des paramètres de rémunération pour la période du TURPE 6 distribution et notamment la prise en compte de la baisse des taux d'intérêts sur les marchés et la baisse du taux d'imposition sur les sociétés ?

Concernant la baisse des taux d'intérêts sur les marchés et la baisse du taux d'imposition sur les sociétés, et comme cela a été évoqué par Oxera dans son rapport d'audit sur le taux de rémunération, GRDF estime qu'il est souhaitable d'isoler l'impact de la crise sanitaire du Covid-19 sur les différents paramètres du taux. Cela est d'autant plus pertinent lorsqu'il est question de travailler avec les durées d'observations « courtes » pour les données historiques.

Pour ces paramètres (taux d'intérêts sur les marchés et taux d'imposition sur les sociétés), GRDF recommande, comme le fait Oxera dans son rapport d'audit, de procéder à de nouvelles estimations

peu avant les décisions sur les valeurs définitives qui seront retenues pour ces paramètres. Cela permettra in fine de mieux apprécier les effets de la crise sanitaire.

GRDF note par ailleurs un certain nombre d'incohérences dans le rapport d'audit sur le taux de rémunération :

- **Cohérence sur les fourchettes de maturité entre la prime de dette et le taux sans risque :** Oxera dans son rapport retient une fourchette de maturité de 5 et 10 ans pour la prime de dette, et de 10 et 15 ans pour le taux sans risque.
- **Prime de risque marché estimée sans approche prospective :** Oxera exclut de facto toute approche prospective dans la détermination de la prime de risque marché au motif qu'il s'agit de méthodes présentant des biais avec au final des résultats peu fiables. Pour GRDF, une telle démarche serait incomplète car n'intégrant pas une dimension importante sur l'évolution future du marché (les prévisions de croissance en l'occurrence). Il convient de noter que certains régulateurs en Europe (la Suède et le Danemark) ont déjà opté pour une approche prospective.

Prise en compte de l'impôt sur les sociétés

Concernant l'impôt sur les sociétés, il convient de mettre en exergue les incertitudes liées à la crise sanitaire du covid 19 mais aussi de rappeler que ce paramètre se fonde sur une prévision notamment celle du PLF. Ce qui est une particularité car de tous les paramètres constitutifs du taux de rémunération, seuls le taux d'impôt et l'inflation se basent sur une prévision.

Il convient de dire également que le taux d'impôt sur les sociétés a un impact significatif sur le taux de rémunération des opérateurs d'infrastructures. A cet effet, si la CRE conserve son approche actuelle qui consiste à retenir le taux affiché dans le PLF, il pourrait être opportun de définir un mécanisme de correction du taux a posteriori en cas d'écart significatif.

A cet effet, l'introduction d'un mécanisme de revoyure, comme semble l'envisager la CRE, pourrait également être pertinente.

Question 27 : Avez-vous des remarques sur la trajectoire d'investissement proposée par Enedis ?

GRDF n'a pas de remarque.

Question 28 : Avez-vous des remarques concernant les ajustements envisagés sur la trajectoire d'investissements « hors réseaux » d'Enedis ?

Sans se prononcer sur le niveau des arbitrages envisagés, GRDF conteste la méthodologie retenue par l'auditeur pour estimer le juste niveau de TOTEX SI, notamment.

En effet, cette méthodologie consiste, à l'instar de l'approche retenue pour le calcul de l'efficacité de l'opérateur (cf. question 25), à retenir des ratios en € / km et en € / clients que l'auditeur compare à un benchmark d'opérateurs, dont ENEDIS a contesté la pertinence en termes de comparables.

En outre, ces coûts étant fixes par nature, GRDF partage l'analyse critique d'ENEDIS des conclusions de l'auditeur sur les coûts SI, basées sur des benchmarks d'autres opérateurs ramenés en nombre de clients ou km de réseaux. En effet, ces coûts ne sont en aucun cas proportionnels au périmètre d'activité opérationnelle, et dépendent fortement de l'héritage historique des entreprises ou des contraintes réglementaires propres à chaque pays ou chaque activité. GRDF est donc en désaccord méthodologique avec l'auditeur sur ce point.

Question 29 : Etes-vous favorable aux ajustements envisagés par la CRE concernant l'intégration des colonnes montantes « loi ELAN » à la BAR d'Enedis ?

GRDF ne se prononce pas sur la méthodologie retenue ni sur les ajustements préconisés par l'auditeur, et envisagés par la CRE.

Toutefois, il s'agit d'une opération exceptionnelle, imposée par la loi dans un délai contraint, de transfert massif d'ouvrages, dont l'opérateur ne maîtrise pas l'état de fonctionnement et qu'il va devoir exploiter en supportant ce risque. GRDF estime que ces risques doivent être justement rémunérés. Cette opération pose également la question de la rémunération des risques d'exploitation que supportent les autres opérateurs d'infrastructure sur les ouvrages qu'ils n'ont pas financés ou qui sont totalement amortis, et qui ne donnent pas/plus lieu à rémunération dans le cadre réglementaire actuel.

Question 30 : Avez-vous des remarques sur les trajectoires envisagées par la CRE concernant l'évolution du nombre de clients, des puissances souscrites et des volumes acheminés par Enedis pour la période du TURPE 6 distribution ?

GRDF n'a pas d'avis sur la question.

Question 31 : Avez-vous des remarques relatives à l'évolution tarifaire envisagée du TURPE 6 distribution ?

GRDF réitère l'alerte formulée à la question 6, sur les conséquences que la crise actuelle peut avoir sur l'évolution de l'inflation, et donc sur le nécessaire recalage des trajectoires de revenus autorisés sur des hypothèses d'inflation plus réalistes, afin de limiter les variations tarifaires ultérieures, toute chose étant égale par ailleurs.

Les trajectoires présentées dans la consultation publique sont élaborées avec une trajectoire d'inflation particulièrement élevée au regard des dernières prévisions.

GRDF comprend parfaitement la difficulté de recalculer au dernier moment des trajectoires sur des hypothèses plus réalistes et a bien pris note de l'intention de la CRE de procéder à ce recalage indispensable avant sa délibération.

Cependant GRDF considère que ce point n'est pas suffisamment mis en exergue dans la consultation publique et est de nature à fausser en partie l'appréciation des parties prenantes.

Question 32 : Êtes-vous favorable aux modalités d'évolution du paramètre Rf envisagées par la CRE ?

GRDF est favorable à l'indexation du terme Rf sur l'inflation, ce qui se fait déjà pour le Rf concernant les contrats gaz.

Question 33 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la forme générale des grilles tarifaires ?

GRDF trouverait pertinent d'uniformiser la structure des grilles de sorte qu'elles présentent toutes un découpage en 5 plages temporelles. En effet, pour les clients du domaine BT, en particulier pour les clients en BT<36 kVA, le découpage en 4 postes tarifaires, ne permet de refléter qu'imparfaitement l'horosaisonnalité des coûts, et est insuffisant pour valoriser les solutions de flexibilité de la demande électrique aux heures de pointe. A l'instar de la pompe à chaleur hybride (système couplant une PAC électrique avec une chaudière fonctionnant en appoint avec un combustible comme le gaz naturel), de telles solutions existent, mais peinent à se développer dans la mesure où le prix de l'électricité à la pointe reste très inférieur à son coût réel. Cette situation, avérée sur la dimension de la fourniture, se vérifie également sur la part réseau, comme en témoignent les chroniques de coûts unitaires horaires du réseau publiées par la CRE.

GRDF aurait souhaité en particulier que l'extension à 5 plages temporelles du « calendrier GRD » offert par le compteur Linky, qui permettrait l'introduction pour le domaine BT<36 kVA d'une option "pointe mobile", ou à défaut, d'une option à 5 postes horosaisonniers incluant un poste de pointe fixe, soit étudiée, et fasse l'objet d'une expérimentation.

Question 34 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la baisse des composantes de comptage pour les domaines de tension BT \leq 36 kVA, mais aussi HTA et BT $>$ 36 kVA ?

GRDF est favorable à une baisse de la composante de comptage pour les domaines de tension BT \leq 36 kVA, mais aussi HTA et BT $>$ 36 kVA car elle reflète la baisse des coûts associés aux activités de comptage, de contrôle, de relève et de transmission de données de facturation et les coûts liés au processus de reconstitution des flux qui a été permis par le déploiement des compteurs Linky.

Question 35 : Etes-vous favorable aux grilles tarifaires envisagées pour les domaines de tension HTA et BT ?

GRDF n'a pas d'avis particulier à exprimer sur ce point dans la mesure où les évolutions proposées respectent les principes énoncés par la CRE. Au vu des éléments fournis, les impacts semblent acceptables pour la plupart des consommateurs et aller dans le sens des orientations affichées précédemment, c'est-à-dire un renforcement des incitations pour les clients très modulés en pointe (chauffage électrique peu performant ou avec une mauvaise isolation).

Question 36 : Etes-vous favorable à l'alignement du coefficient pondérateur pour le calcul de la tarification des dépassements de puissance en HTA sur celui de la HTB ?

GRDF ne se prononce pas sur la question.

Question 37 : Êtes-vous favorable à préciser, dans les règles tarifaires relatives à la distribution, que dans le cas où un regroupement conventionnel de points de connexion concerne des installations de production et des points de soutirage, les flux d'injection ne peuvent être déduits des flux de soutirage pour le calcul de la composante annuelle de soutirage ?

GRDF ne se prononce pas sur la question.

Question 38 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir le niveau actuel des composantes de gestion des auto-consommateurs individuels et des participants à des opérations d'autoconsommation collective ?

GRDF ne se prononce pas sur la question.

Question 39 : Êtes-vous favorable au maintien du principe d'une composante de soutirage, optionnelle, à destination des utilisateurs raccordés au réseau basse tension participant à une opération d'autoconsommation collective, telle qu'actuellement en vigueur ?

GRDF ne se prononce pas sur la question.

Question 40 : Êtes-vous favorable à la suppression du paramètre de 30 % de participation des flux « autoproduits » aux flux amonts ?

GRDF ne se prononce pas sur la question.

Question 41 : Êtes-vous favorable à l'exemption de la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs dans le cas où un participant à une opération d'autoconsommation collective ayant souscrit l'option tarifaire spécifique à l'autoconsommation collective quitte cette opération ?

GRDF ne se prononce pas sur la question.

Question 42 : Partagez-vous la proposition de la CRE de reconduire la règle selon laquelle une composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective ne peut s'appliquer que dans le cas d'opérations dont l'ensemble des participants est raccordé en aval du même poste de transformation HTA/BT ?

GRDF ne se prononce pas sur la question.